



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/336
24 mars 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 23 MARS 1994, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA BULGARIE AUPRÈS
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre, datée du 16 mars 1994, adressée au Secrétaire général par le Président de la République de Bulgarie, M. Zheliu Zhelev.

Je vous serais obligé de porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité, dans le cadre de l'examen du rapport établi par le Secrétaire général en application de la résolution 900 (1994) du Conseil de sécurité.

Je vous serais également obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la
Bulgarie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Slavi PASHOVSKI

ANNEXE

Lettre datée du 16 mars 1994, adressée au Secrétaire général
par le Président de la République de Bulgarie

Je tiens tout d'abord à réaffirmer la grande satisfaction que j'ai tirée des réunions et conversations que j'ai eues avec vous, notamment des dernières au cours de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale, à New York, en 1993. Le Secrétaire général occupe un poste unique, de par sa position et ses responsabilités, et je tiens à vous assurer de l'appui constant de la Bulgarie dans votre mission, dont l'importance est aujourd'hui plus évidente que jamais.

En tant qu'État Membre de l'ONU, la Bulgarie contribue à accroître l'efficacité des efforts déployés par la communauté internationale en faveur de la paix et de la sécurité, de la stabilité et du développement économique.

L'aptitude de la Bulgarie démocratique face à la crise provoquée par la désintégration de l'ex-Yougoslavie est révélatrice de sa nouvelle politique étrangère. Dès le début, notre pays a déclaré qu'il ne chercherait pas à tirer profit de la situation nouvelle. Bien au contraire, nous estimons qu'une localisation et un règlement rapides des conflits ne peuvent que servir au mieux notre pays. La Bulgarie a déclaré qu'elle ne participerait sous aucune forme militaire aux événements de l'ex-Yougoslavie et demandé aux autres pays balkaniques et voisins d'adopter la même retenue. Parallèlement, elle appuie de manière systématique et vigoureuse les initiatives de paix de l'ONU, de l'Union européenne et de l'OTAN, qu'elle espère voir aboutir à une solution durable et équitable de cette crise dangereuse, dont les dimensions ne sont pas seulement régionales.

Notre souhait de voir la position catégorique et hautement justifiée de l'ONU s'imposer dans la réalité sans intervention militaire de la Bulgarie ou d'autres États balkaniques et voisins n'est pas à mettre au compte de machinations clandestines ou d'un refus d'assumer des responsabilités. Nous soutenons les opérations de maintien de la paix des Nations Unies; à preuve, la Bulgarie a participé à l'opération des Nations Unies au Cambodge et l'envoi de Casques bleus bulgares à l'APRONUC s'est soldé par 10 morts et de lourdes dépenses. Autre preuve : la Bulgarie applique strictement les sanctions imposées à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) par les différentes résolutions du Conseil de sécurité. Elle coopère avec les missions d'observation des Nations Unies, de l'Union européenne, de la CSCE et de l'UEO, comme elle est juridiquement tenue de le faire. Je saisis cette occasion pour vous assurer que la Bulgarie poursuivra cette politique, en dépit des pertes importantes et des graves difficultés que l'application des sanctions représente pour elle, sur le plan de la réforme économique et des exportations.

Si la Bulgarie s'abstient de participer à des opérations militaires dans l'ex-Yougoslavie, sous les auspices des Nations Unies, ce n'est pas par indifférence ou manque d'intérêt. Sa position s'explique par les expériences du passé, qui, si elles se reproduisaient, auraient des conséquences fatales pour les Balkans. Au début du XXe siècle, un coup de feu tiré à Sarajevo a entraîné la mort de plus de 4 millions de personnes pendant la première guerre mondiale. Depuis le début de notre siècle seulement, les Balkans ont été le théâtre de

/...

quatre guerres, dont chacune a été plus tragique et plus désastreuse que la précédente. Les États balkaniques supportent le poids du passé et toute intervention de leur part dans les opérations militaires en ex-Yougoslavie, même dans le cadre de la FORPRONU, risque de réveiller, quelle que soit la noblesse des motifs, de vieilles suspicions et d'anciennes querelles.

Je suis parfaitement conscient du fait qu'il est de plus en plus nécessaire de renforcer les effectifs de la FORPRONU, faute de quoi les engagements et obligations négociés sur le plan politique risqueraient d'être compromis. Mais le risque serait encore plus grand si la FORPRONU comprenait des contingents fournis par l'un quelconque des États balkaniques. Je suis certain que vous avez également conscience de ce danger et que vous poursuivrez vos efforts, au nom de l'Organisation des Nations Unies, pour parvenir à une solution adéquate.

Zheliu ZHELEV

Président de la République de Bulgarie
